



Echos de la

MONUSCO

RDC : efforts communs pour une paix durable



- Kasai Occidental : une étape cruciale de pacification entre communautés
- Equateur : autopsie des conflits qui menacent la paix
- Sud Kivu : populations civiles et humanitaires sous menace des groupes armés

Sommaire

Photo MONUSCO/Myriam Asmani



Le Secrétaire général des Nations Unies,
Ban Ki-moon

3 Événement

Rétrospective sur
la journée internationale
de la paix, le 21 septembre

5 Événement. Ituri: la MONUSCO sensibilise la population à la recherche d'une paix durable

4 Quid de la sécurité dans le Maniema

6 Kasai Occidental : gouvernement provincial, Société civile et MONUSCO ensemble pour la consolidation de la paix

7 Goma : quand les universitaires se penchent sur la question de la paix

8 Société. Sud Kivu : l'insécurité, une grande préoccupation pour les populations civiles

9 Uvira : la MONUSCO soutient le dialogue entre les communautés Bafuliru et Barundia

11 Equateur : ces conflits qui continuent de menacer la paix

13 **Coopération.** Vers une plus grande synergie entre la MONUSCO et les agences des Nations Unies

14 **Interview.** Sud Kivu : le général de Brigade Nadir Khan évoque les efforts de paix déployés par la MONUSCO

L'ère de la paix et du développement

✎ Par Pénangnini Touré/MONUSCO*

L'actualité du mois de septembre 2012 a été riche en événements. Retenons d'abord la célébration de la Journée internationale de la Paix le 21 septembre, événement qui a guidé le choix du thème de la Paix consacré à ce numéro. Il y a eu ensuite le sommet de haut niveau sur la République démocratique du Congo (RDC) convoqué le 27 septembre à New York par le Secrétaire général des Nations Unies en marge de la 67^{ème} session de l'Assemblée générale qui, elle, s'est tenue du 24 au 26 septembre 2012. Le sommet de New York avait réuni les pays membres de la Conférence internationale sur la Région des Grands Lacs pour essayer de trouver une solution à la grande instabilité qui prévaut dans l'Est de la RDC en raison de la présence de nombreux groupes armés dont le M-23.

Au plan local, et plus précisément au sein du système des Nations Unies en RDC, le Représentant spécial du Secrétaire général des Nations Unies,

Suite à la 3^{ème} page

Photo couverture :

Des enfants du camp de déplacés à Kanyaruchinya près de Goma, dans le Nord Kivu - Photo MONUSCO/Sylvain Liechti

Directeur a.i. de l'Information Publique
Madnodje Mounoubai

Coordonnateur des Publications
Pénangnini Toure

Rédacteur-en-Chef
Joseph Tshimanga

Infographiste
Jésus Nzambi Sublime

Suite de la 2^{ème} page

Roger Meece, a présidé la cérémonie officielle d'installation des bureaux intégrés dans trois provinces, à savoir le Bas-Congo et les deux Kasai. Le déploiement de "Coordonnateurs provinciaux" dans ces localités en lieu et place des traditionnels "Chefs de Bureau" est l'aboutissement de deux années d'efforts pour que l'idée du "One UN" (principe d'unicité des Nations Unies) connaisse un début de réalisation. En effet, dans les zones du pays avérées stables et jouissant d'une paix relative, les efforts de stabilisation font place à ceux du développement. Ainsi, la Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la Stabilisation en République démocratique du Congo (MONUSCO) se retire de ces endroits pour faire place au volet développement conduit par les agences des Nations Unies avec pour chef de file le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD). Il est à souhaiter que d'autres provinces puissent suivre l'exemple du Bas Congo et des deux Kasai et que petit à petit, l'entière RDC connaisse la paix.

Cette idée ou ce rêve – c'est selon – trouve tout son sens dans le thème retenu pour la Journée internationale 2012, à savoir, "Une paix durable pour un avenir durable". Le Secrétaire général des Nations Unies, Ban Ki-moon, a trouvé les mots justes en disant dans son adresse à l'occasion de la Journée internationale de la paix que "les conflits armés portent atteinte aux piliers mêmes du développement durable". Vivement donc que prennent fin ces luttes armées qui déchirent la RDC et empêchent le pays de se tourner vers son développement ■

*Coordonnateur des Publications



Le Secrétaire général des Nations Unies, Ban Ki-moon, ici en visite en RDC le 30 juin 2012, plaide sans coup férir pour une paix durable, un développement durable et un avenir durable dans le monde - Photo MONUSCO/Myriam Asmani

Rétrospective sur la journée internationale de la paix, le 21 septembre

Une paix durable, un développement durable, pour un avenir durable

Un appel du Secrétaire général des Nations Unies lancé au monde entier pour une paix et une sécurité durables, gages du développement.

Par Joseph Tshimanga/MONUSCO

J'

C'est en ces termes on ne peut plus évocateurs que, le 13 juin 2012, Ban Ki-moon, s'est adressé aux dirigeants des Etats, de la société civile, des institutions locales et du secteur privé, réunis à Rio de Janeiro, au Brésil, à l'occasion du Sommet sur le développement durable

afin de renouveler leur engagement dans ce domaine.

Pour rappel, c'est en rapport avec la Conférence de Rio+20 que le thème de célébration cette année de la journée internationale de la paix a été choisi: "Une paix durable pour un avenir durable".

Une paix durable

La journée internationale de la paix est observée chaque année, partout dans le monde, le 21 septembre. L'Assemblée générale des Nations Unies a consacré cette journée au renforcement des idéaux

de paix, tant au sein des nations et des peuples qu'entre ceux-ci.

Selon l'ONU, un avenir durable ne peut se concevoir s'il n'est pas accompagné d'une paix durable. De la même façon, une paix durable doit se construire avec un développement durable.

En effet, dans son message prononcé le 13 juin 2012 pour le lancement du compte à rebours de 100 jours avant la Journée internationale de la paix, Ban Ki-moon précisait que : *"Les conflits armés (et sociaux) s'en prennent aux piliers mêmes du développement durable : ils privent les gens de la possibilité de se développer, de créer des emplois, de protéger l'environnement, de lutter contre la pauvreté, de réduire les risques de catastrophes, de faire avancer la justice sociale et de faire en sorte que chacun ait suffisamment à manger"*.

Pour M. Ban, les causes profondes de nombreux conflits sont directement liées ou alimentées par les ressources naturelles précieuses, comme les diamants, l'or, le pétrole, le bois ou l'eau. Concernant la propriété, le contrôle et la gestion des ressources naturelles sont essentielles pour maintenir la sécurité et pour restaurer une économie saine dans les pays post-conflit. Aussi la bonne gestion des ressources naturelles peut-elle jouer un rôle central dans la construction de la paix durable dans les sociétés qui sortent à peine d'un conflit.

"La journée internationale de la paix nous permet à tous, dans le monde entier, de partager une date commune pour réfléchir à la façon dont nous pouvons, individuellement, contribuer à assurer que les ressources naturelles sont gérées de manière durable, réduisant ainsi les possibilités de conflits, et suivant la voie à un avenir durable : l'avenir que nous voulons" avait estimé le Secrétaire général des Nations Unies ■

Ces groupes armés qui nuisent à la quiétude des populations

Quid de la sécurité dans le Maniema

Nonobstant des cas d'insécurité isolés, le Maniema, province frontalière du Nord et Sud Kivu, peut se targuer d'être l'une des parties de la République démocratique du Congo où règne la paix. Les quelques cas d'insécurité enregistrés sont le fait de petits groupes armés ou de bandits qui font des attaques sporadiques dans les villages et hameaux isolés. Souvent, il s'agit de querelles entre familles sur fond de contrôle de terres ou de l'autorité coutumière.

✎ **Par Martha Biongo/MONUSCO**

Au nord de la province, dans le territoire de Lubutu à 380 km de Kindu, le chef lieu de la province, les *Simba Mai Mai*, une milice, continue de faire la pluie et le beau temps dans certaines localités, en faisant du parc de la Miko leur base-arrière. Au plan humanitaire, il y a aussi à signaler, depuis l'avènement du M 23 dans le Nord Kivu, l'arrivée de nombreux déplacés en provenance de Walikale. Ces populations prises en tenailles fuient les combats, d'une part entre les miliciens de *Rahiya Mutomboki* et les Forces Armées de la RDC (FARDC), et d'autre part entre les Forces démocratiques de Libération du Rwanda (FDLR) et les FARDC.

Dans le territoire de Punia, à plus de 245 km de Kindu, c'est essentiellement dans le secteur de Babira Bakwame à Kasese, 125 km de Punia, où l'on note des cas d'insécurité. Il s'agit ici d'incursions d'éléments des FDLR en quête de minerais dans les nombreuses carrières minières au cœur de la forêt Nkumwa. La région est également marquée par des manifestations d'ordre social du fait des nombreux opérateurs économiques du secteur minier qui, par moment, protestent soit contre la multiplicité des

taxes imposées, soit contre le refus du Gouvernement provincial d'expédier les minerais vers Goma, seule porte de sortie. Il s'ensuit généralement des frictions de courte durée avec le Gouvernement local.

Dans le Sud de la province, notamment à Salambila, 300 km de Kindu, où se trouve la société minière BANRO, la paix est mise à mal par les incursions des FDLR qui sont systématiquement repoussés grâce aux efforts conjugués des FARDC et de la Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la Stabilisation en République démocratique du Congo (MONUSCO). Il y a également le mécontentement des creuseurs artisanaux qui dénoncent le non-respect des accords entre eux et la société BANRO, comme ce fut le cas en septembre dernier. L'intervention musclée de la Police nationale congolaise (PNC) avait fait de nombreux blessés parmi ces creuseurs.

Pour le reste, il s'agit de conflits coutumiers ou fonciers, si ce ne sont des actes de banditisme commis par des coupeurs de routes ou autres bandits de grands chemins, compromettant ainsi la libre circulation des populations et des biens ■

En marge de la journée mondiale de la paix

Ituri: la MONUSCO sensibilise la population à la recherche d'une paix durable

Un appel de la MONUSCO aux hommes et femmes, jeunes et vieux de l'Ituri pour enterrer la hache de guerre et cultiver la paix.

✂ Par Amadou Maïga/MONUSCO



Des rencontres culturelles, dont un match de football amical entre les jeunes, ont été organisées - Photo MONUSCO

ABunia, comme dans le reste des territoires de la République démocratique du Congo, la Journée internationale de la paix a été célébrée, le 21 septembre 2012.

Placée cette année sous le thème central *“Une paix durable pour un avenir durable”*, cette journée a été bien accueillie par la population de l'Ituri qui, pendant longtemps, a souffert des affres de la guerre, et cherche maintenant à panser ses blessures et

aspirer ainsi à un avenir meilleur.

Le Bureau de la Mission des Nations Unies pour la Stabilisation en République démocratique du Congo (MONUSCO), en collaboration avec les autorités locales de l'Ituri, a saisi cette occasion pour rencontrer des forces vives de l'Ituri au cours d'un atelier organisé à cet effet.

La rencontre avait pour but de livrer aux participants le message de paix du Secrétaire général des Nations

Unies, et de les sensibiliser sur le nouveau mandat de la MONUSCO qui a pour vocation d'assurer la protection des civils, et au-delà, de contribuer à la recherche d'une paix durable en République démocratique du Congo.

Sensibilisation totale

Dans le souci de rechercher cette paix durable dans le district de l'Ituri, le chef du Bureau de la MONUSCO, M'Hand Ladjouzi, a invité les jeunes et les anciens soldats miliciens démobilisés à ne pas rallier les groupes armés encore opérationnels dans cette région. Il a par ailleurs convié la population à bannir la haine ethnique et à soutenir les efforts des Forces armées de la République démocratique du Congo (FARDC) afin de décourager la création de nouveaux groupes armés en Ituri, une manière d'exhorter cette même population à ne pas saper les efforts consentis jusqu'à ce jour pour rétablir la paix dans cette partie de la Province Orientale. *“Chacun est en mesure d'apporter sa contribution au processus de paix, et d'éviter de s'associer aux groupes armés qui œuvrent pour déstabiliser cette paix qui est encore fragile dans le district”*, a dit Monsieur Ladjouzi ■

Kasaï Occidental : Gouvernement provincial, Société civile et MONUSCO ensemble pour la consolidation de la paix

La recherche de la paix et la réconciliation communautaire au centre des préoccupations de la MONUSCO, des autorités politiques et civiles locales.

✂ Par Lansana Dabo/MONUSCO

La paix dans la province du Kasaï Occidental est sur la voie de s'affermir avec le règlement du conflit foncier entre deux communautés du terroir, celles de Bungamba et de Bakatombi -- avec son allié Bulangu-Kapimbi. Ce conflit meurtrier était arrivé à son comble en 2010, causant d'importants dégâts matériels et une rupture de la cohésion sociale entre les habitants de ces trois villages. Aujourd'hui, selon Edel Martin Kaputakapua, président du Réseau Jeunes dans le Monde pour la Paix (RJMP), *"la réconciliation et la paix ont atteint un point de non-retour. Pour réussir cette noble tâche, nous avons tous le devoir d'être artisans de la paix et d'œuvrer de façon permanente pour la paix"*.

L'aide de la MONUSCO

La Mission de l'Organisation des Nations pour la Stabilisation en République démocratique du Congo (MONUSCO) s'est, elle aussi, impliquée aux côtés des populations locales pour aider au retour de la paix dans la province.

Ainsi, la section des Affaires civiles du bureau de la MONUSCO au Kasaï Occidental a conduit une mission d'appui à la réconciliation communautaire entre ces trois localités situées dans l'axe routier reliant le territoire de Mweka à celui de Lwebo.

Au cours de cette mission, une



Un groupe de jeunes filles et garçons des villages de Bungamba, après un match de football amical, signe de rétablissement de la paix sociale - Photo MONUSCO

formation en gestion et transformation des conflits a été organisée à l'intention de 40 leaders locaux, notamment des chefs de groupements, des chefs de localité, des notables dont quatre femmes. Suite à cet atelier, les participants ont signé *"un acte d'engagement"* pour le rétablissement définitif de la paix sociale entre les différentes communautés et un comité local de réconciliation composé de 10 membres a été mis en place pour veiller

à la consolidation de cet engagement.

Les participants ont également décidé à l'unanimité d'instituer des activités culturelles inter-villageoises à Bungamba afin de renforcer la paix retrouvée. Pour respecter la tradition et demander pardon, le chef de la localité de Bungamba a remis une chèvre à titre symbolique à chacun des chefs de villages en conflit en signe de réparation des dommages provoqués par ledit conflit ■

Colloque sur la recherche de la paix dans le Nord Kivu

Quand les universitaires se penchent sur la question de la paix

✂ Par Alexandre Essome/MONUSCO

L'Université libre des Pays des Grands Lacs (ULPGL) a organisé du 2 au 4 octobre 2012 à Goma, un colloque sous-régional sur le *"Rôle de l'Université et de l'Universitaire dans la recherche de la paix et du développement durable dans la Région des Grands Lacs"*. Plus d'une cinquantaine d'universitaires et de représentants d'Organisations non-gouvernementales venus du Burundi, du Rwanda, de l'Ouganda et de la République démocratique du Congo (RDC), s'étaient réunis durant ces trois jours pour réfléchir sur ce que pourrait être leur contribution à la construction de la paix dans la sous-région.

Résultats

Plusieurs thèmes ont été abordés, notamment le *"Rôle des universités dans le maintien de la paix et la justice transitionnelle en RDC"* ; les défis et la nécessité d'une nouvelle commission Vérité et Réconciliation ; et l'importance d'une bonne gestion des ressources minières.

Il est apparu, à travers les différents échanges, qu'il existe une dichotomie entre les réflexions souvent faites par les intellectuels du monde académique et celles émanant de la société civile. Pour Margaret Angucia, de l'Université des Martyrs de l'Ouganda, ce constat devrait donner matière à réflexion, et servir d'occasion de créer une synergie positive entre les académiciens et la

population représentée par la société civile.

Pour ce qui est de la gestion des ressources minières, les participants sont arrivés à la conclusion que l'exploitation minière, lorsqu'elle est mal gérée, peut alimenter les conflits. D'où, pour ces intellectuels, la nécessité et l'urgence du rétablissement de l'autorité de l'Etat dans les zones en conflit en RDC, notamment dans les Kivu, pour faire respecter la législation minière en vigueur et mieux contrôler son exploitation.

A l'issue de ce colloque, les participants se sont engagés à : assainir les milieux universitaires en inculquant des valeurs civiques aux étudiants et ainsi, aider à créer d'honnêtes citoyens fiers de servir leur pays ; promouvoir la culture de la paix par l'introduction de la paix dans les curriculums universitaires ; et créer un réseau interuniversitaire dans la sous-région en vue d'entreprendre des recherches dans des domaines d'intérêt commun et faire des publications tendant à promouvoir la paix et le développement durable ■



Des étudiants, à Goma, lors d'un colloque régional sur la paix et le développement, à l'Université Libre des Grands Lacs - Photo MONUSCO

Sud-Kivu : l'insécurité, une grande préoccupation pour les populations civiles

Populations civiles et humanitaires, tous sous la menace des hommes en armes

✂ Par Tahina Garcia Andriamamonjitanasoa/MONUSCO



Scène de rue à Bukavu, Sud Kivu - Photo MONUSCO/Sylvain Liechti

Des massacres, tueries par-ci, des viols et des exactions commises contre les populations par-là, c'est le vécu presque quotidien d'une bonne partie de la population dans le Sud Kivu. Ces populations traumatisées sont en perpétuel mouvement pour échapper aux affres de la guerre, ou pour leur survie tout court.

En 2012, contrairement aux années précédentes, le jour de l'indépendance de la République démocratique du Congo (RDC) -- 30 juin -- a été vécu sans grande pompe, mais plutôt dans la méditation, au regard des souffrances endurées depuis au moins une décennie, par les Congolais de l'Est du pays. Au moment où se célébrait cette journée nationale,

le nombre de déplacés au Sud-Kivu passait à environ 850 000 personnes, selon le Bureau de Coordination des Affaires humanitaires des Nations Unies (OCHA).

L'insécurité causée par les affrontements entre groupes armés d'une part, et d'autre part entre ces derniers et l'armée régulière dans le territoire de Masisi, Sud du Nord-Kivu, gonfle davantage le nombre de déplacés. En outre, la mutinerie, suivie de défections, au sein des Forces armées de la RDC (FARDC), a freiné l'élan des opérations militaires et ainsi retardé l'espoir d'un retour des déplacés dans leurs zones d'habitation. Sans logis et sans ressources, ces déplacés

continuent d'être une charge à la fois pour les humanitaires, qui doivent acheminer vers eux de l'aide dans des zones parfois difficiles d'accès, et pour les communautés d'accueil, submergées par un accroissement démographique soudain et exponentiel. A Bunyakiri et Bitale, dans le territoire de Kalehe, le Programme alimentaire mondial (PAM) a dû fournir 217 tonnes de vivres à plus de 26 000 personnes fuyant les affrontements.

Conséquences

Cet afflux des populations a provoqué une hausse significative des prix et une rareté de denrées alimentaires dans certains endroits.

L'insécurité touche non seulement les populations, mais aussi les acteurs humanitaires qui leur viennent en aide. Souvent cibles faciles pour les groupes armés, certains d'entre eux se sont tout simplement retirés, laissant des villages entiers abandonnés à eux-mêmes. Selon OCHA, pour le premier semestre de l'année en cours, 44 incidents sécuritaires ont été enregistrés contre les humanitaires au Sud Kivu.

Des interventions coordonnées des forces gouvernementales sont réclamées par des populations en désarroi à travers les différents territoires de la province. Toutefois, la cohésion actuelle au sein des FARDC -- appuyées par la MONUSCO -- est un élément nécessaire pour la réussite des opérations visant la stabilisation ■

Uvira : la MONUSCO soutient le dialogue entre les communautés Bafuliru et Barundi

Le 28 septembre 2012, le chef du Bureau de la Mission des Nations Unies pour la Stabilisation en République démocratique du Congo (MONUSCO) de Bukavu, province du Sud Kivu, a accompagné le ministre congolais de l'Intérieur, de la Sécurité et des Affaires coutumières dans le territoire d'Uvira pour tenter de mettre fin à la tension intercommunautaire persistante entre les communautés Bafuliru et Barundi dans la plaine de la Ruzizi.

✂ Par Laurent Sam Oussou/MONUSCO



Le gouverneur de la province du Sud Kivu, Marcellin Cissambo (g), avec à sa gauche le Ministre de l'Intérieur Richard Muyej, dans une réunion avec les notables de Ruzizi - Photo MONUSCO/Laurent Sam Oussou

Dans la plaine de la Ruzizi cohabitent deux communautés, les Bafuliru et les Barundi. Cette collectivité est frontalière avec celle des Bavira. L'Etat congolais a hérité de l'Etat colonial belge le découpage cartographique de ces trois chefferies qui forment aujourd'hui le territoire d'Uvira sous le décret-loi royal du 04/10/1928.

Suite à l'assassinat, le 23 avril 2012, du chef des Barundi, et l'intronisation subséquente de son fils le 5 mai 2012, une

vague de contestations et de violences entre les communautés Barundi et Bafuliru a été observée à travers toute la plaine de la Ruzizi. Deux membres de la communauté des Bafuliru soupçonnés d'être à l'origine de l'assassinat du chef des Barundi ont été mis aux arrêts. S'ensuit une manifestation de colère des Bafuliru qui l'expriment en barricadant des voies publiques pour exiger la libération des leurs. La tension monte d'un cran lorsque les Barundi organisent

la réplique, aidés de leurs frères venus de l'autre côté de la frontière avec le Burundi.

Un alliance hâtivement conclue pour réconcilier les deux communautés est soumise à rude épreuve. Les hostilités repartent de plus bel en dépit de l'intervention des forces de sécurité.

Recherche des solutions et actions par la MONUSCO

Pour éviter que cette situation ne



Des participants à une manifestation foraine organisée du 28 au 29 septembre 2012 - Photo MONUSCO/Laurent Sam Oussou

dégénère en une guerre interethnique aux conséquences démesurées, la MONUSCO a organisé du 8 au 10 août 2012, dans la plaine de la Ruzizi, une mission conduite par une Equipe de protection conjointe composée des sections Affaires civiles, Droits de l'Homme, Protection de l'Enfant, DRRRR (Désarmement, Démobilisation, Rapatriement, Réinstallation et Réinsertion), ainsi que de la Police MONUSCO, et de la Brigade du Sud Kivu. Des contacts formels et informels furent entrepris avec les différentes communautés impliquées dans ce conflit. A la même période, la Force de la MONUSCO conduisait des patrouilles régulières sur les principales voies de communication en vue de dissuader toutes tentatives d'affrontement.

Dans ce contexte, la section Affaires civiles de la MONUSCO a organisé les 30 et 31 août 2012, en collaboration avec le Cadre de Concertation intercommunautaire (CCI) – un mécanisme local spécialisé dans la résolution des conflits –, et l'ONG Search for Commun Ground, une rencontre avec les communautés en conflit, en vue

d'amorcer un dialogue entre elles. Les autorités provinciales n'étaient pas non plus en reste dans la recherche d'une solution de paix. C'est ainsi que le

Ministre provincial de l'Intérieur a décidé d'organiser les 28 et 29 septembre 2012 en présence de son chef hiérarchique au plan national, le Ministre de l'Intérieur, de la Sécurité et des affaires coutumières, Richard Muyej Mangez, une rencontre entre les Bafuliru et les Barundi pour le retour de la paix dans la plaine de la Ruzizi.

Après avoir entendu les leaders des trois communautés en conflit (Barundi, Bafuliru, et Bavari), le ministre Richard Muyej a demandé une cessation immédiate des hostilités dans le territoire d'Uvira, non sans donner l'assurance que *"l'enquête sur la mort du chef de collectivité chefferie de la Plaine de la Ruzizi doit se poursuivre"*, et d'ajouter qu'il faut *"respecter les textes de l'Etat reconnaissant la dénomination de la chefferie de la plaine de la Ruzizi, et renforcer la collaboration entre la police, l'armée et la population locale"*.

Un accord de non-agression, dont voici un extrait, a ainsi été signé par les

parties en conflit : *"Nous, notables, réunis à Uvira le 28 et le 29 septembre 2012, redoutant que les tensions intercommunautaires (...), convaincus de l'importance de la paix et de la sécurité comme facteurs primordiaux du développement socio-économique du territoire et de la province, prenons solennellement l'engagement de respecter l'autonomie de trois entités administratives traditionnelles du territoire d'Uvira que sont la collectivité chefferie de Bafuliru, la collectivité chefferie de Bavira et la collectivité chefferie de la plaine de la Ruzizi, de lutter contre l'instrumentalisation de la jeunesse dans des actes d'apologie de l'hégémonisme, de dénoncer et condamner tout acte de xénophobie, de violence, de haine tribale ou ethnique d'où qu'ils viennent"*.

Avec ce succès qui a amené ces communautés sœurs à se réconcilier, la MONUSCO continue de surveiller de près la situation qui demeure encore fragile. Elle continue d'y mener ses activités civiles et militaires habituelles, de manière à consolider la paix si durement acquise et permettre à toutes les communautés de vivre en toute quiétude les unes avec les autres ■

Equateur : ces conflits qui continuent de menacer la paix

L'histoire récente de la province de l'Equateur reste marquée par de nombreux conflits, notamment des conflits fonciers, coutumiers, ethno-politiques, ou encore politico-administratifs. Aujourd'hui, à l'instar d'autres provinces de l'Ouest de la République démocratique du Congo (RDC), l'Equateur jouit d'une paix relative mais extrêmement précaire. Fort heureusement, la Société civile, la MONUSCO (Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la Stabilisation en RDC) et certains partenaires tels que *Search for Common Ground* ou le Comité des Jeunes pour la Paix (CJP), veillent à la stabilité de cette province à travers des actions individuelles et concertées.

✂ Par Jean-Tobie Okala/MONUSCO

«**H**eureusement que vous êtes là », disait un jeune étudiant, membre du CJP, en référence à la MONUSCO, lors d'une séance de sensibilisation à l'éducation et à la culture de la paix en 2011, dans un établissement secondaire de Mbandaka, la capitale provinciale.

En effet, des conflits latents, répertoriés et estimés aujourd'hui à près de deux cents, continuent de menacer la quiétude apparente des habitants de cette province. Des cinq districts que compte l'Equateur, celui du Sud-Oubangui, Nord-ouest de la province, passe pour être l'épicentre de ces conflits.

Tous les moyens permis pour régler des comptes

Dans les villages de Gemena à Budjala, en passant par Yakoma, Enyele, Munzaya, Bozene ou Bokonzi, les conflits les plus récurrents demeurent ceux qui sont liés à la terre ou au contrôle du pouvoir coutumier. Ces populations n'hésitent pas à recourir aux armes blanches et autres de fabrication artisanale, pour en découdre. Les années 2009 et 2010 furent particulièrement marquées par la révolte du Mouvement de Libération des Indépendants et Alliés



La MONUSCO, les autorités locales, y compris la presse, tous au service de la paix dans la province de l'Equateur - Photo MONUSCO/Jean-Tobie Okala

(MLIA), plus connu sous le nom de «*rebelles Enyele*».

A Yakoma dans le district du Nord-Ubangui, et à Bikoro, environ 130 km de Mbandaka, l'on recourt souvent à la machette pour se faire entendre, ou pour réclamer son dû. A Mbandaka, chef lieu de la province, certains hommes politiques mettent parfois à mal cette

paix si durement acquise. Mais, le sens de la responsabilité d'autres dirigeants, ainsi que la permanente disponibilité de la MONUSCO à accompagner le processus de consolidation de la paix, combinés à la maturité d'une population qui affiche de plus en plus son indépendance face à une certaine classe politique, ont souvent permis d'éviter à

la province de l'Equateur les affres d'un conflit armé.

Intervention de la MONUSCO

La MONUSCO contribue énormément au changement de mentalités qui s'opère au sein de la population. En lieu et place du langage des armes, la mission onusienne tente d'introduire une nouvelle culture basée sur la résolution pacifique des conflits à travers le dialogue et la négociation. Comment s'y prend-elle ? Elle y arrive par le truchement de ses séances de sensibilisation dans les séminaires et ateliers qu'elle organise à travers la province. Elle appuie la mise en place de comités locaux de réconciliation. La MONUSCO mène ces actions en étroite collaboration avec ses partenaires que sont la Société civile, l'ONG internationale Search for Common Ground, et le Comité des Jeunes pour la Paix.

Ainsi après l'insurrection du MLIA, la MONUSCO, à travers sa section des Affaires civiles, a initié une série d'activités visant à mettre en place et à former des acteurs qui pourront jouer un rôle déterminant dans la pacification et la réconciliation des populations touchées par la crise. Ce fut d'abord à Gemena, du 11 au 16 juin 2010 où 46 acteurs se sont engagés à s'investir dans le règlement des conflits dans le Sud-Oubangui, à travers un véritable plan d'action : sensibilisation de la population à travers les radios locales sur la culture de la non-violence, et également la sensibilisation de la police sur les arrestations arbitraires et la valeur d'une franche collaboration entre policiers et civils.

Ensuite, à Dongo, du 18 au 25 août 2010, 38 personnes avaient été formées



Une séance de sensibilisation à la culture de la paix, à travers le sport-roi, le football, entre les jeunes - Photo MONUSCO/Jean-Tobie Okala

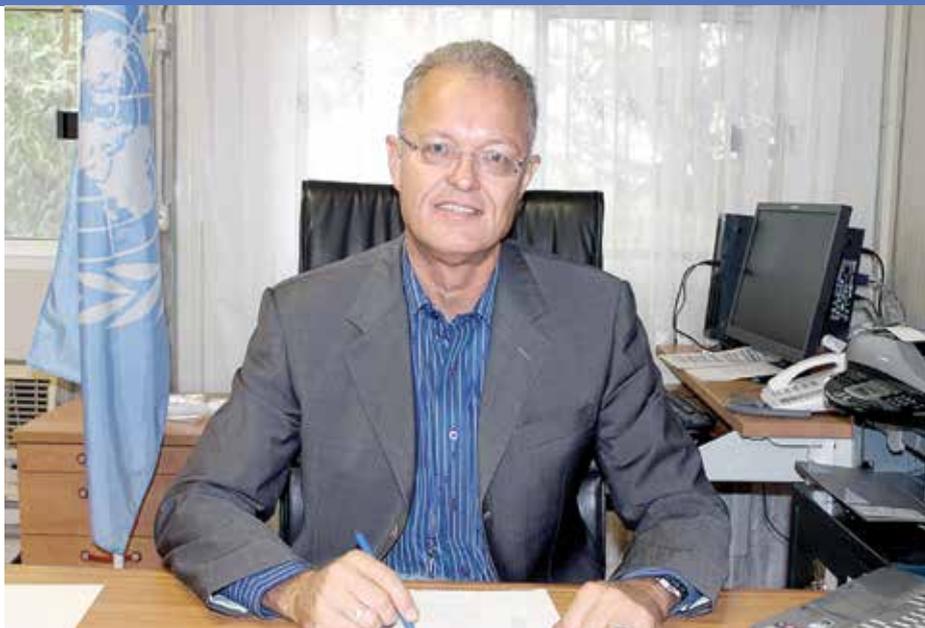
pour servir de "vigiles de paix". Elles avaient pris l'engagement de sensibiliser les jeunes de Lobala à rendre ou à détruire leurs armes, et à amener les communautés Bomboma et Lobala d'un côté, et Munzaya et Lobala de l'autre, à privilégier le dialogue dans le cadre du différend qui les oppose.

Par la suite, de nombreux autres séminaires ont été organisés sur la résolution pacifique des conflits, notamment à Bokonzi (22-29 Novembre), Bozene (8-12 mai 2011), Cacaoco (20-27 mars 2012) ou encore récemment Yakamba (3-7 septembre 2012).

Par ailleurs, lors des dernières élections générales en novembre 2011, un forum regroupant la Commission électorale nationale indépendante (CENI), la MONUSCO et les partis politiques, avait été mis en place en vue d'aboutir à des élections apaisées. Mais bien avant cela, la MONUSCO avait fait de l'implication des jeunes dans la pacification et la résolution des conflits une priorité, ce qui avait alors

abouti à la mise en place à Mbandaka du Comité des Jeunes pour la Paix. Cadre de concertation par excellence des jeunes, le CJP organise régulièrement des campagnes de sensibilisation dans les écoles à Mbandaka, ainsi qu'à l'intérieur de la province. Il organise en outre des séances de sensibilisation sur la culture de la paix, sur les valeurs de tolérance, de respect mutuel et de coexistence pacifique.

Toujours dans la recherche d'une paix durable en Equateur, la MONUSCO et ses partenaires du système des Nations Unies, avait pris l'initiative de créer à Dongo une Radio communautaire au lendemain des tristes événements qui avaient ensanglanté la province de l'Equateur entre 2009 et 2010. Dénommée "Fréquence de la Paix", cette Radio a pour but de promouvoir la paix entre les différentes communautés de la province. Depuis lors, son rôle dans la consolidation de la paix a été unanimement salué par l'ensemble de la population de l'Equateur ■



Le coordonnateur provincial du bureau conjoint des Nations Unies au Bas Congo, Hendrik Bruyn

Coopération

Vers une plus grande synergie entre la MONUSCO et les agences des Nations Unies

Un coordonnateur provincial du bureau conjoint des Nations Unies, dans le Bas-Congo, pour dynamiser l'action des Agences

✎ Par Maimouna Traoré/MONUSCO

L'Equipe-Pays des Nations Unies et la Mission des Nations Unies pour la Stabilisation en République démocratique du Congo (MONUSCO) ont décidé d'établir le système de coordonnateurs provinciaux de bureaux conjoints de l'ONU dans certaines provinces. L'objectif est de renforcer la coordination entre les Agences des Nations Unies et la Mission onusienne afin de faciliter l'élaboration et la mise en œuvre des plans de travail intégrés,

conformément au Cadre stratégique des Nations Unies pour la transition et au Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement.

Ce processus d'intégration entamé depuis 2010-2011 a connu son point d'achèvement le 18 septembre 2012 à Mbuji Mayi, où a eu lieu la cérémonie officielle d'installation par le Représentant spécial du Secrétaire général des Nations Unies pour la RDC, Roger Meece, des bureaux intégrés avec

les premiers coordonnateurs provinciaux, qui remplacent désormais les chefs de Bureau de la MONUSCO.

Trois provinces sont actuellement gérées par des coordonnateurs provinciaux, à savoir le Kasai Occidental, le Kasai Oriental, et le Bas-Congo. La paix relative observée dans les deux Kasai et au Bas-Congo a guidé le choix de ces trois provinces pour abriter ces premiers bureaux conjoints.

Un nouveau coordonnateur provincial

Au Bas-Congo, le coordonnateur provincial du Bureau conjoint du système des Nations Unies, Hendrik Bruyn, a pris fonction le 20 septembre 2012 à Matadi. Il a initié des rencontres avec les plus hautes autorités de la province. Monsieur Bruyn connaît bien la RDC pour y avoir travaillé durant de longues années, d'abord avec la MONUC, devenue aujourd'hui MONUSCO de 2005 à 2010, en Ituri (province Orientale), puis au Katanga et au Nord Kivu.

A l'instar d'autres bureaux provinciaux, Matadi (province du Bas-Congo) sera également un point focal pour soutenir les efforts de consolidation de la paix et un instrument de plaidoyer pour le respect des droits humains et le droit international humanitaire auprès des autorités politiques.

Notons que le mécanisme de Coordonnateurs de Bureaux conjoints vise à établir une direction commune pour l'élaboration et la gestion des programmes au sein des Nations Unies. C'est une initiative novatrice qui pourra servir de référence pour améliorer la collaboration et l'intégration entre les missions de maintien de la paix, les agences, fonds et autres programmes du système des Nations Unies ■

Sud Kivu : le Général de Brigade Nadir Khan évoque les efforts de paix déployés par la MONUSCO

La Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la Stabilisation en République du Congo (MONUSCO), en appui aux autorités provinciales et nationales, a participé à quelques réunions de médiation avec un certain nombre de communautés locales. Dans un contexte d'efforts conjugués de la MONUSCO et des autorités locales visant à régler le conflit qui oppose depuis longtemps les communautés Bafuliro et Barundi dans la Plaine de la Ruzizi, le Général de Brigade Nadir Khan, Commandant de la Brigade du Sud-Kivu a saisi cette occasion pour évoquer les efforts de médiation déployés par la MONUSCO au Sud-Kivu.



Le Général Nadir Khan, Commandant de la Brigade du Sud Kivu à bord d'un hélicoptère lors d'une opération militaire dans la province - Photo MONUSCO/Brigade Sud Kivu

✂ **Propos recueillis par Biliaminou Alao/MONUSCO**

Echos de la MONUSCO : De manière générale, pensez-vous qu'au Sud-Kivu la paix règne entre les communautés locales ?

Général de Brigade Nadir Khan: Globalement, la paix au Sud-Kivu est relative, mais, si l'on compare la situation d'avant avec celle d'aujourd'hui, je pense que nous pouvons affirmer que la paix règne ici. Mais bien sûr, il y a des défis et des problèmes. Toutes proportions gardées, la situation au Sud-Kivu est

calme, surtout si on la compare au Nord-Kivu. En ce qui concerne les communautés, il y a différents types de problèmes découlant de conflits ethniques, fonciers et de leadership, etc. Il s'agit d'une société complexe. Tous ces problèmes sont liés les uns aux autres mais globalement, bien que la situation au Sud-Kivu demeure volatile et parfois imprévisible, elle est sous contrôle.

Comment pensez-vous que les communautés locales vivent cette

situation et quel type d'appui souhaitent-elles recevoir ?

Les communautés locales ont certaines inquiétudes car il ne s'agit pas d'un climat de paix idéal. Si l'on regarde la situation d'avant et celle d'aujourd'hui, je pense que nous avons fait du chemin. La population ainsi que la société civile reconnaissent qu'elles sont relativement plus en sécurité. Quant aux attentes de la population locale par rapport à la MONUSCO, je pense qu'il y en a plusieurs. Leur première attente est

que nous garantissons la sécurité et la protection des civils, ce qui bien sûr est notre mandat ; mais ils attendent aussi de nous une intervention dans le domaine du développement, de l'administration ainsi que la résolution de problèmes courants. Nous essayons d'expliquer le mandat de la MONUSCO à chaque individu et nous nous efforçons également de les informer des capacités dont nous disposons, capacités qui sont limitées. Nous essayons de fournir un soutien maximum avec les capacités dont nous disposons ; mais la MONUSCO fait face à certains défis notamment au regard des effectifs et de l'appui aérien limités. Je pense que la population locale a une idée générale du mandat de la MONUSCO ainsi que de ses capacités.

Quels sont les efforts et actions menés sur le terrain pour contribuer à l'apaisement des tensions afin que la paix soit rétablie ?

Nous sommes déjà déployés physiquement et de façon permanente sur les différentes zones avancées afin de veiller à la sécurité des populations mais étant donné nos capacités limitées et dans le but de nous acquitter de notre tâche de protection de la population, nous avons mis en place certaines techniques pour combler les vides. Nous organisons régulièrement des déploiements courts dans les zones avancées afin de marquer la présence de la MONUSCO pour que les populations nous voient et soient assurées que nous sommes là pour les aider. Nous menons ensuite de nombreuses patrouilles dans les grandes agglomérations urbaines où les activités des éléments négatifs peuvent être maîtrisées à temps. Pour ce qui est de la médiation,

par rapport aux conflits opposant différentes communautés, je pense que nous jouons un rôle important ici, notamment en matière de sensibilisation de toutes les parties prenantes. Nous avons remarqué qu'il n'y avait pas de stabilisation et que les choses peuvent dégénérer à tous les niveaux entraînant des conséquences graves pour les forces de sécurité de la République démocratique du Congo (RDC). C'est la raison pour laquelle nous avons lancé une campagne de sensibilisation dirigée par le commandement de la Brigade du Sud-Kivu, en coordination avec le Gouverneur provincial. De plus, nous rendons régulièrement compte aux autorités concernées afin que chacun soit conscient des problèmes existants et de la nécessité de les traiter en priorité. Ceci est le résultat de ce dont nous avons entendu parler récemment, à savoir que le Ministre de l'intérieur, les leaders du Territoire d'Uvira et tous les députés originaires de la région ont effectué une mission pour discuter avec les anciens des communautés afin d'apaiser les tensions entre les communautés Bafuliro et Barundi de la Plaine de la Ruzizi sans qu'il n'y ait de bain de sang. En ce qui concerne notre présence physique, nous nous assurons que chaque fois qu'il y a un problème dans une zone particulière, qu'il s'agisse d'une grève ou d'une manifestation organisée par une des communautés, nous essayons de négocier avec la participation de toutes les parties prenantes. Il y a même eu des fois où les autorités n'ayant plus la maîtrise de la situation, la MONUSCO a engagé une médiation et a réussi à apaiser la situation.

Quelles sont les principales parties prenantes impliquées dans ce

processus de médiation ?

Il y en a plusieurs, à commencer par les plus hautes autorités provinciales. Lorsqu'il y a un problème, nous sensibilisons les autorités et après cela, en général, elles décident de régler le problème au plus au niveau hiérarchique.

Quelle est la contribution de la MONUSCO dans ces efforts de maintien de la paix ?

La contribution de la MONUSCO se fait principalement en matière de sensibilisation des autorités locales sur la situation et par un appel à une intervention politique de leur part car l'emploi de la force n'est pas toujours la solution. En règle générale, les conflits ont trait au partage du pouvoir pour gouverner les communautés. Part ailleurs, lorsque la situation s'aggrave, notre présence et notre médiation permettent de garder la situation sous contrôle, et ceci s'explique principalement par le fait que la MONUSCO est acceptée comme force neutre.

A votre avis, quels sont les principaux résultats de ces efforts pour la paix et pour les communautés locales ?

L'implication de la MONUSCO assure la population locale que même les situations critiques peuvent être réglées par voie de médiation, et montre aussi que si toutes les parties prenantes travaillent ensemble en équipe, il y a plus de chances de résoudre les problèmes. Ici, l'emploi de la force n'est la réponse à aucun conflit. Et la société comprend très bien que par le dialogue, on peut régler tous les problèmes. C'est un très bon début qui ouvre la voie aux autres ■



**JOURNEE INTERNATIONALE
DE LA PAIX
21 SEPTEMBRE 2012**



**UNE PAIX
DURABLE
POUR UN
FUTUR
DURABLE**

Pour nous contacter :

12, avenue des aviateurs - Kinshasa/Gombe - Tél. : (243) 81 890 7368 - (243) 81 890 6885 - E-mail : tourep@un.org - Site web : www.monusco.org

 www.facebook.com/monusco.org -  twitter.com/MONUSCO -  www.youtube.com/MONUSCO